

Le budget—M. Gillies

payer des prix qui résultent du marché, vu l'absence de concurrence. Vous pouvez soutenir qu'il y a de meilleurs moyens de régler ce problème. J'en doute, et je ne vois pas lesquels. Mais on ne saurait ignorer le problème. Si on décide de régler le problème de l'inflation au Canada en ne diminuant pas la demande mais en augmentant l'offre, il faut prendre des dispositions provisoires, autrement, le taux d'inflation sera aussi élevé qu'à l'heure actuelle—10 p. 100 l'année dernière et 10 p. 100 cette année. Le tragique de l'exposé budgétaire, c'est qu'il ne reconnaît pas ce principe fondamental.

Je suis certain que personne à la Chambre ne croit plus que mon parti au principe selon lequel nous pouvons retirer le maximum de nos ressources si la concurrence joue librement dans des conditions normales. Mais ce n'est pas le cas à l'heure actuelle, monsieur l'Orateur. Il faut maintenant se demander comment nous pouvons réaliser ces conditions et si nous y parviendrons jamais. Je crains fort que tant que le taux d'inflation restera au niveau actuel, nous devrons payer des taux d'intérêt de 12 et de 15 p. 100, que le marché des valeurs ne fonctionnera pas et qu'on aura de moins en moins confiance dans divers secteurs de l'économie. A mon avis, nous allons traverser une période difficile et nous ne pouvons pas régler le problème en recourant aux expédients ou au camouflage—bien que je n'aime pas ces mots—dont le ministre a parlé. Nous ne pouvons régler les problèmes de la pauvreté au Canada, du logement, de la répartition du revenu et des disparités régionales avant d'arrêter l'inflation. En outre, monsieur l'Orateur, nous ne pouvons pas régler le problème de l'inflation en utilisant les politiques que suit le gouvernement actuel. Nous devons envisager les problèmes d'une façon tout à fait différente si nous voulons en venir à bout.

Notre parti n'a jamais dit—et je tiens à le signaler au chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis)—qu'il existe une solution simple ou facile à l'inflation. Bien sûr, il n'y en a pas. C'est l'un des problèmes les plus ardues auxquels nous devons faire face et il ne se réglera pas tout seul. On ne le réglera pas en utilisant les politiques qui ont servi par le passé, parce que les politiques traditionnelles ont échoué. Ainsi, on a dit que l'une des façons de freiner l'inflation était d'augmenter les taux d'intérêt. Mais cela ne ralentit pas l'inflation, du moins lorsque le taux en est aussi élevé que maintenant. Qui aurait cru que le marché hypothécaire au Canada commanderait un taux d'intérêt de 12 p. 100. Qui aurait pensé qu'une multitude de prêts au consommateur seraient accordés à des taux de plus de 15, 18 et 19 p. 100? Qui aurait cru que malgré des taux d'intérêt aussi élevés pour les prêts de premier ordre, il y aurait autant de capitaux engagés?

Les taux d'intérêt élevés ne sont plus antiinflationnistes aujourd'hui. Ils favorisent plutôt l'inflation parce qu'ils sont considérés comme composante du prix de revient et sont compris dans le prix que paie le consommateur. Par conséquent, les moyens classiques sont inefficaces. Je ne voudrais pas tenter de déterminer le niveau auquel les taux d'intérêt pourraient contribuer à la lutte contre l'inflation dans le pays. Le gouvernement est pris au piège. Les gens se disent qu'il faut ralentir le rythme de l'inflation en ralentissant le rythme d'augmentation de la masse monétaire. Mais comment peut-on freiner le rythme d'augmentation de la masse monétaire, lorsque le financement des stocks s'effectue à des prix très élevés et à l'aide de fonds empruntés à des taux d'intérêt exorbitants? Nous nous trouvons dans une situation très pénible, dont nous ne pouvons nous tirer, à mon avis, qu'en abordant le problème sous des angles sensiblement différents.

[M. Gillies.]

● (2140)

M. Turner (Ottawa-Carleton): Le député nous dit qu'il doit y avoir une meilleure façon. C'est le genre de propos que nous entendons constamment.

M. Gillies: Je ne souscris pas à la théorie selon laquelle l'inflation ait surgi parce qu'il y a soudainement pénurie partout dans le monde, parce que, soudainement, on ne produit plus dans le monde autant de biens et de services que par le passé. Une étude du contexte historique de l'inflation—auquel le ministre des Finances a fait allusion au début de son discours hier soir—révèle que l'inflation découle d'une augmentation formidable des liquidités mondiales. Le fait est que depuis les années 30, et sûrement depuis les années 40, tous les gouvernements étaient disposés à dépenser plus d'argent qu'ils n'en recevaient sous forme de recettes fiscales ou autres. Ils ont financé des programmes en faisant du papier-monnaie. Ce n'est pas plus malin que cela. Nous avons été témoins de cette montée de l'inflation et de la dévalorisation de l'argent dans le monde entier, par suite de ces politiques. De façon générale, le seul moyen de juguler l'inflation sur le plan mondial, c'est de freiner les dépenses du gouvernement.

Il est vraiment difficile de croire que durant l'année où le taux de l'inflation a monté de 10 p. 100, le gouvernement canadien ait augmenté ses dépenses dans la proportion que nous savons. Dans le budget de cette année, on voit que le gouvernement va accroître ses recettes fiscales de 25 p. 100. Et pourtant, malgré ce montant prélevé sur l'économie, nous allons accuser un modeste déficit. S'il y eut jamais un moment où les dépenses devraient être réduites et où les revenus devraient marquer un excédent, c'est bien maintenant, il me semble.

La politique économique du gouvernement libéral s'inspire depuis 25 ans de la théorie moderne de Keynes, selon laquelle le ralentissement de l'activité économique provoque un déficit budgétaire tandis qu'une relance de cette activité amène un excédent budgétaire. Le fait est que le gouvernement n'a nullement tenté de ralentir le rythme de ses dépenses. En fait, jamais les dépenses du gouvernement canadien n'avaient-elles en temps de paix augmenté aussi rapidement. Il me semble incroyable que le gouvernement n'ait pas fait d'efforts énergiques pour freiner ses dépenses. Jusques à quand pouvons-nous continuer à prélever autant sur l'économie que le fait le gouvernement pour s'engager dans les activités où il s'engage à l'heure actuelle, sans diminuer notre capacité réelle de production?

Certes, s'il fut jamais plus opportun de faire preuve de discipline dans les dépenses du gouvernement, étant donné le taux d'inflation, c'est bien aujourd'hui. La raison d'être des gouvernements n'est pas de percevoir des impôts et de dépenser de l'argent. Elle est de fournir des services aux gens de façon efficace. Chose certaine, nous sommes aux prises avec une situation économique extrêmement critique. Il n'y a jamais eu autant d'inflation en temps de paix qu'à l'heure actuelle. Le gouvernement essaie encore de s'y attaquer par des politiques budgétaires qui manquent singulièrement d'originalité et il craint de s'attaquer au problème de façon immédiate et directe. Il n'a rien présenté en fait de politique des revenus, rien en fait de système de double prix et rien en fait de réglementation des dépenses. A moins d'agir dans ce sens, nous souffrirons encore beaucoup plus de l'inflation dans l'année qui vient que par le passé.